



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2874  
1er septembre 2023  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

## **Salaires rongés par les prix, Santé et École sacrifiées...**

# **Le capital étrangle la société**



MARC OLLIVIER RADIO FRANCE

À Laval, en Mayenne.

**Niger, Gabon...  
À bas la  
Françafrique !**

Page 6

**Rentrée scolaire  
Diversion  
sans moyens**

Page 5

**Mayotte  
Crise de l'eau,  
mépris de l'État**

Page 9

**Leur société**

- Salaires : ils doivent suivre les prix 3
- Vie chère : ça continue 3
- Carburant : ceux qui profitent 3
- Gauche : marcher séparément, trahir ensemble 4
- Darmanin : un barrage ou un clone ? 4
- Immigration : propagande et réalité 4
- Expulsion d'une famille : démagogie d'État 4
- Rentrée scolaire : Attal fait diversion 5
- Blabla gouvernemental 5
- Logements étudiants : rares et chers 5
- Handicap : exclus de l'école 5
- Réforme des retraites : toujours inacceptable ! 8
- Faillites : le capital ruine la société 8
- L'île-Saint-Denis : "les gens avant les JO !" 8
- Martinique : jeunes en colère 9
- Mayotte : crise de l'eau et mépris de l'État 9
- La Réunion : l'école au rabais 9
- Medef : le patronat pleure la bouche pleine 10
- Taxe foncière : toute la population paye 10

**Dans le monde**

- Niger : les coups de menton de Macron 6
- Gabon : à l'ombre de la Françafrique 6
- Migrants : non-assistance à personnes en danger 6
- Russie : un avertissement « explosif » 7
- Grèce : des milliards pour la guerre, pas pour la population 7
- Chine : entre guerre commerciale et crise immobilière 12
- Climat : quels moyens devant la catastrophe ? 12

**Dans les entreprises**

- Groupement hospitalier Est - Bron : gel des emplois et canicule 11
- RATP : les agents de station attaqués par la direction 11

**Lutte ouvrière**

- Notre camarade Maurice Cheyne 10
- Fêtes régionales 3

# Rentrée : Macron prépare les prochains coups de bâton

Alors que la période des vacances se termine, marquée par les épisodes de canicule, les urgences fermées, la flambée des prix et les menaces de guerre, le gouvernement se met en ordre de bataille pour la rentrée.

Fier d'avoir imposé sa réforme en nous volant deux années de retraite, Macron prépare les prochains coups de bâton. Ils viseront tout le monde parmi les classes populaires.

Sous prétexte que la dette de l'État atteint les 3 000 milliards d'euros, le gouvernement s'apprête à tailler dans les dépenses dites sociales, RSA, Sécurité sociale et indemnités de chômage.

Mais cette dette n'est pas la nôtre. Si l'État a emprunté 700 milliards d'euros supplémentaires en cinq ans, ce n'est pas pour protéger la population. C'est pour permettre aux groupes de l'énergie de vendre l'électricité ou l'essence au prix fort. C'est pour permettre aux Dassault, Thalès et autres marchands d'armes de s'enrichir avec la guerre en Ukraine. C'est pour garantir les intérêts des capitalistes français face à leurs concurrents américains ou chinois.

Il n'y a pas à accepter que les malades payent 50 centimes supplémentaires sur chaque boîte de médicaments, que les arrêts maladie soient traqués et les chômeurs moins indemnisés pour que les banquiers, les industriels de la pharmacie, de l'énergie ou de l'armement continuent à se gaver !

Bruno Le Maire se vante d'avoir baissé les impôts de production des entreprises de 10 milliards d'euros et s'engage à les supprimer d'ici 2027. Mais les industriels en réclament toujours plus ! Et comme toujours, c'est à nous de payer la facture. Ainsi, les communes, coincées entre la hausse des coûts et la baisse de leurs dotations, augmentent la taxe foncière. Et d'autres taxes sont en préparation.

Elles s'ajouteront à la hausse des prix de l'alimentaire et de l'énergie. Ministres et économistes promettaient une baisse de l'inflation dans l'été. Maintenant, ils l'annoncent pour l'automne... Non seulement ils n'en savent rien, mais ils cherchent à camoufler que les industriels et la grande distribution font monter les prix pour s'assurer des profits toujours plus grands. Cette inflation est une forme d'impôt prélevé par la bourgeoisie sur l'ensemble des classes populaires.

Depuis le 1<sup>er</sup> août, s'applique la dernière réforme de l'assurance-chômage. Elle réduit de 25 % la

durée de l'indemnisation et durcit les conditions pour obtenir des droits au chômage. Elle est conçue pour obliger les chômeurs à accepter n'importe quel emploi à n'importe quel salaire. Mais Macron veut en rajouter une couche et reparle d'une réforme du marché du travail « pour produire plus en travaillant davantage » !

Les jeunes des classes populaires sont les premiers visés. Tous les prétextes sont bons pour les pousser à travailler de plus en plus tôt. L'apprentissage a explosé avec plus de 800 000 jeunes dont le maigre salaire est entièrement pris en charge par l'État. La réforme des lycées professionnels vise à augmenter les temps de stage en entreprise au détriment de la culture générale et à adapter « l'offre à la demande », c'est-à-dire les métiers enseignés aux besoins immédiats des entreprises.

Si Macron prétend faire de l'Éducation son domaine réservé, ce n'est pas pour offrir une éducation de qualité à la jeunesse des quartiers pauvres. C'est pour la mettre au pas ! Pour l'embrigader derrière les valeurs militaires, il a déjà instauré le Service national universel. En déplorant que 20 % des enfants ne sachent pas lire ou écrire en sixième ou qu'il y ait trop d'échecs à l'université, il prépare le terrain pour envoyer ces jeunes-là à l'armée ou se faire exploiter au plus vite à l'usine.

En annonçant « la restauration de l'autorité à l'école », en sommant les enseignants d'être « les gardiens des valeurs républicaines », de contrôler les idées et même les vêtements des élèves, il drague avant tout les électeurs d'extrême droite. Ses coups de menton ne rajoutent aucun moyen, aucun personnel à l'école et sont bien incapables de proposer un avenir digne à la jeunesse ouvrière.

Le gouvernement ne se prépare pas seulement à nous faire trimer plus, à réduire notre accès aux soins, à nous priver de l'essentiel avec des salaires qui ne suivent pas la hausse des prix. Il prépare de plus en plus ouvertement la guerre générale que la crise de l'économie capitaliste et les rivalités entre les grandes puissances rendent inéluctable. C'est l'un des objectifs de la mise au pas des travailleurs et de la jeunesse. Cet engrenage dépasse la petite personne de Macron ou de ses concurrents qui s'agitent sur la scène. La seule voie pour l'enrayer est que les travailleurs renversent ce système capitaliste dément.



PARIS-NORMANDIE BORIS MASLARD

## Salaires : ils doivent suivre les prix

**Le patronat se targue d'avoir augmenté les salaires des travailleurs du privé de 5,8 %, « soit exactement l'inflation » selon les mots de l'ancien président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, le 4 juillet. Une manière mensongère de présenter la réalité.**

Pour confirmer ses dires, le patronat s'appuie sur l'Urssaf qui avance la même augmentation de la masse salariale dans le pays de 5,8 % pour 2022. Cependant, selon une étude du ministère du Travail publiée par la Dares le 4 août, l'indice du salaire mensuel de base, le salaire brut hors primes

et hors heures supplémentaires, de l'ensemble des salariés a progressé sur un an de 4,6 %. Quoi qu'il en soit, ces chiffres, de l'Urssaf ou de la Dares, ne sont que des moyennes. On ne se nourrit pas de moyenne. Ainsi, fin 2022, plus des deux tiers des salariés, 71 %, avaient été augmentés de moins de 5 %.

Le point de comparaison du patronat et du gouvernement est le chiffre de l'inflation, une autre moyenne, et des plus discutables. Ainsi le prix du matériel informatique a tendance à faire baisser cette moyenne. L'augmentation des prix alimentaires, qui impacte directement et largement le budget des travailleurs, est au moins deux fois plus élevée que l'inflation officielle. Et que dire des carburants.

Les patrons, qui ont tout pouvoir dans l'entreprise,

essayent de faire croire aux travailleurs qu'ils font le mieux qu'ils peuvent. Mais si, dans les grandes entreprises, les salaires ont augmenté parfois de 6 %, c'est sous l'effet de la mobilisation des travailleurs, ou pour l'éviter, comme à Dassault et à Thales où les salariés avaient fait grève en 2022. Mais, dans nombre d'entreprises, les augmentations ont été bien inférieures.

Quant au gouvernement, il a bloqué les salaires des fonctionnaires bien en dessous de l'inflation officielle. Dans sa propagande, il affirme qu'il ne faudrait pas que les salaires alimentent à leur tour l'inflation, alors qu'en réalité les études du patronat elles-mêmes démontrent que ce sont les hausses des marges

commerciales, et donc les profits des entreprises, qui font augmenter les prix.

Pour répondre au mécontentement des salariés, les patrons lâchent parfois quelques primes défiscalisées, comme la prime de partage de la valeur, des primes ponctuelles et pas garanties. Cela ne peut pas suffire. Les salaires devraient permettre à tous de vivre dignement. Pour cela, il faudra que les travailleurs imposent l'indexation des salaires sur les prix, ceux que les travailleurs peuvent vérifier eux-mêmes en faisant leurs courses. Cela ne sera possible qu'en retirant au patronat son pouvoir et en instaurant un véritable contrôle des travailleurs sur les entreprises.

Serge Benham

## Vie chère : ça continue

**« On est dans la bonne voie [...] Ça ne flambe plus ! », a affirmé contre toute vérité Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, le 29 août alors que, en cette fin de mois, les dépenses de rentrée scolaire viennent s'ajouter aux dépenses alimentaires, plombant un budget déjà problématique.**

Devant une forêt de micros, Le Maire a eu du mal à convaincre que le gouvernement a « obtenu des baisses de prix et un ralentissement de la hausse ». Il suffit de faire ses courses pour le constater : en un an le sucre blanc a augmenté de 60 %, l'huile d'olive de 46 %, les œufs de 30 % et la viande de porc de 29 %. Et ce ne sont que quelques exemples. Pour les associations de consommateurs, un an plus tard, le chariot de 100 euros en coûte désormais 125.

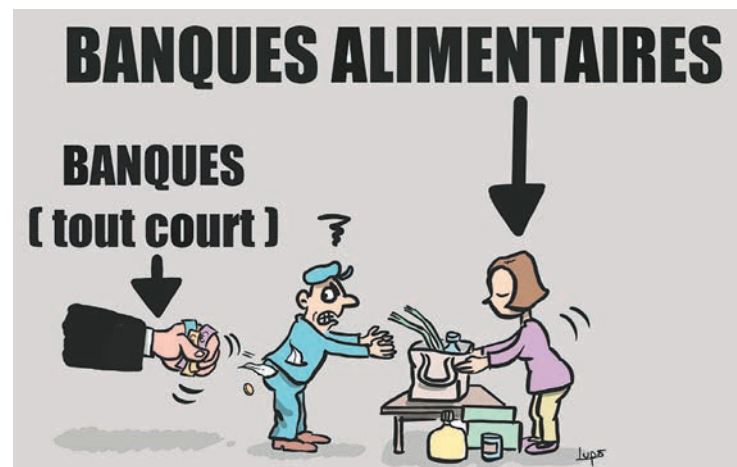
Le Maire et le gouvernement prétendent non seulement avoir obtenu des résultats, mais avoir mis en place un plan de bataille de rentrée contre la hausse des prix. Le 30 août, il s'agissait d'une nouvelle rencontre avec les capitalistes de la

grande distribution. Le 31 août, c'était une énième entrevue avec ceux de l'industrie agroalimentaire. D'entrée, le ministre objectait les difficultés des uns et des autres, malgré leur bonne volonté. En la matière, c'est passer sous silence la hausse des marques de distributeurs, encore

plus forte que les autres marques, de même que les marges florissantes des industriels de l'agroalimentaire. Leurs profits ne connaissent pas la crise !

Il n'y a pas à se frotter les yeux pour chercher les prix en baisse qui n'existent que dans l'imagination d'un ministre. Il n'y a pas non plus d'illusions à se faire sur la capacité, et encore moins sur l'intention, d'un gouvernement bourgeois à combattre la hausse des prix qui ronge les salaires.

Viviane Lafont



## Carburant : ceux qui profitent

Le prix des carburants augmente depuis le début de l'été. L'essence SP95 et 98 s'approche maintenant des deux euros, voire les dépasse dans certaines stations-service.

La Première ministre, Elisabeth Borne, a déclaré mercredi 23 août : « On ne s'attend pas à avoir une flambée des prix des carburants dans les prochaines semaines. » Elle s'appuie sur les promesses des distributeurs qui se sont engagés, pour certains, à bloquer le prix du litre à deux euros en 2023. Les prix seraient donc gelés... à la hausse !

La hausse est cette fois-ci expliquée par celle de la demande due aux départs

en vacances et par une diminution de la production de l'Arabie saoudite. Tout cela joue un rôle, mais il y a aussi et surtout les profits empochés par les raffineurs et les spéculateurs.

Ainsi, un gestionnaire de fonds expliquait dans le journal *La Tribune* du 28 juillet qu'il y a « une distinction extrêmement importante que tout le monde doit garder en tête : le marché financier du pétrole est 30 fois plus grand que le marché physique ».

Quand un automobiliste fait le plein, il remplit surtout les poches des rois du pétrole et de la finance !

Inès Rabah

## Fêtes régionales de Lutte ouvrière

### Montbéliard

Samedi 16 septembre  
à partir de 16 h  
La Roselière  
place du Champ-de-foire

### Lyon

Samedi 23 septembre  
à partir de 17 h - Dimanche 24  
de 11 h 30 à 19 h  
Espace Mosaïque à Saint-Priest  
Avec Nathalie Arthaud

### Lille

Samedi 30 septembre  
de 15 h à minuit  
Cousinerie, rue Carpeaux  
à Villeneuve-d'Ascq  
Avec Nathalie Arthaud

### Bourges

Samedi 30 septembre  
de 14 h à minuit  
Restaurant Les Rives d'Auron  
(près de la Médiathèque)

### Toulouse

Samedi 30 septembre  
de 18 h à minuit - Dimanche  
1<sup>er</sup> octobre de 11 h à 18 h  
Salle des Fêtes  
de Ramonville Saint-Agne  
Avec Jean-Pierre Mercier



## Gauche : marcher séparément, trahir ensemble

Les universités d'été des partis de gauche ont été dominées par la question qui préoccupe les états-majors, les élections européennes. Elles ne seront pourtant qu'une étape en vue de la préparation de l'échéance présidentielle de 2027.

Se présenter séparément à ces élections, en juin 2024, comme le PCF et les Verts l'ont annoncé, permet d'exister en vue de négocier un éventuel ralliement à l'étape suivante. LFI, en ce moment le plus important électoralement, veut une liste commune des partis

de gauche pour préparer une candidature unique, très probablement celle de Mélenchon, à la présidentielle de 2027. Ségolène Royal, ex-ministre et dirigeante PS, ex-candidate à la présidentielle, ex-représentante aux Pôles et on en oublie, a trouvé le moyen de

faire parler d'elle en se déclarant « disponible » pour conduire une liste unique de la gauche. Les calculs de ces politiciens ne valent toutefois que s'ils trouvent des électeurs...

Quels que soient leurs intérêts d'appareils ou de personne, quel que soit même leur programme politique, tous spéculent sur le sentiment, maintes fois entendu, qu'il faut que la gauche s'unisse pour se débarrasser de Macron et pour éviter



Ségolène Royal et Manuel Bompard (LFI).

l'arrivée au pouvoir de Le Pen. Mais c'est ce mirage d'un bon gouvernement de gauche, ses trahisons une fois au pouvoir, qui ont conduit à l'explosion de l'abstention politique dans la classe ouvrière, au déplacement général de l'opinion vers la droite, à la montée de Le Pen. Il n'y a pas de remède électoral à cette dégradation sociale et morale, il n'y a pas

de combinaison politicienne ou d'unité miraculeuse. Il n'y a que l'activité patiente et quotidienne des militants de la classe ouvrière pour lui donner conscience de sa force et de sa capacité à renverser l'ordre social. C'est sur cette base-là seulement que l'unité des travailleurs peut constituer une perspective réelle.

Paul Galois

## Darmanin : un barrage ou un clone ?

En réunissant ses partisans à Tourcoing dimanche 27 août, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a pris date pour la présidentielle de 2027, prétendant incarner l'alternative à Marine Le Pen.

La question n'est pas nouvelle. En situation de crise, tous les gouvernements rançonnent la population au profit de la minorité des grands possédants. À ce jeu, les deux partis qui alternaient au pouvoir, le PS et la droite, se sont déconsidérés, laissant la place à un Macron en 2017. Réélu en 2022 comme barrage à Le Pen, Macron ne peut pas se représenter en 2027. Ni la gauche ni la droite ne semblent pour l'instant en mesure d'effacer l'ardoise du passé. Darmanin se propose donc, assurant qu'il

est capable d'attirer les suffrages populaires et de si-phonner les voix du RN.

Mais, si Darmanin en appelle au peuple, voire aux travailleurs rebaptisés classes moyennes, il n'a rien à leur offrir. Ou plutôt il ne leur offre que ce que son gouvernement leur distribue déjà : les retraites saccagées, les chômeurs méprisés et pourchassés, les salaires bloqués, les travailleurs précarisés, écoles, santé, transports publics démantelés. Il promet d'appliquer la politique de Le Pen, comme Macron lui-même l'avait fait

après avoir été élu : chasse aux migrants, répression contre les pauvres et les prétendus assistés, délire antimusulman, tous les droits pour la police et aucun pour les travailleurs.

Le programme de Darmanin, ou plutôt son prospectus de vente, se résume à prétendre éviter l'arrivée de Le Pen au pouvoir en assurant à ses électeurs qu'il fera, lui, la politique qu'elle propose depuis toujours. Sans aucune garantie d'ailleurs, car les aléas électoraux ou parlementaires pourraient les conduire à gouverner ensemble, le pseudo-barrage se transformant ainsi en tapis rouge.

P. G.

## Immigration : propagande et réalité

Dans une interview fleuve au *Point*, répondant au journaliste qui lui demandait si l'on n'était pas « submergé par l'immigration », Macron a répondu qu'il fallait « réduire significativement l'immigration » et que le gouvernement avait « une obligation de résultat ».

Le chasse sur les terres électorales de Marine Le Pen. Accessoirement, il n'oublie pas son ministre de l'Intérieur, Darmanin, aux dents longues, chasseur de réfugiés et auteur d'un projet de loi immigration.

Tous ces politiciens qui font assaut de démagogie anti-immigrés savent que l'immigration est indispensable au fonctionnement de l'économie. Comme le rappelle le journal *Les Echos*, les pays développés souffrent du vieillissement de la population et ont absolument besoin de main-d'œuvre.

Le rapport de l'Institut Montaigne sur lequel il s'appuie cite même la nécessité pour l'économie française d'accueillir deux millions de travailleurs migrants par an entre 2025 et 2050.

Le rôle des gouvernements et des lois, présentes ou futures, est d'assurer qu'ils seront plus facilement exploitables car plus précaires que les autres travailleurs. Si cela permet de les opposer les uns aux autres, c'est autant de gagné pour le patronat.

Tous les discours sur la menace que représenteraient les travailleurs étrangers pour les travailleurs français, toute la propagande anti-immigrés, ne visent qu'un but : faire diversion en tentant de dresser une partie des travailleurs contre les autres.

Sylvie Maréchal



Manifestation, le 26 août 2023, contre la loi Darmanin.

## Expulsion d'une famille : démagogie d'État

Le 23 août dernier sur le réseau social X, anciennement Twitter, le préfet du Val-d'Oise plastronnait : « Expulsion de son logement social d'un émeutier ayant participé aux violences urbaines de juin dernier » ! Flanqué du hashtag Droit et Devoir et photos à l'appui, son message précisait que la préfecture « a fait procéder

à l'expulsion locative de l'ensemble des occupants du logement social où il résidait ».

En réalité, une expulsion ne peut être prononcée que par la justice et en cas de non-respect du bail de location. Et le préfet a dû reconnaître par la suite que la décision d'expulsion était « préexistante et prise pour un autre motif ». Mais

en accordant de façon accélérée cette expulsion et en la rendant ainsi publique, le préfet se donne le rôle de justicier et fait une propagande tout à fait dans le ton du gouvernement qui cherche à plaire à l'opinion la plus réactionnaire.

D'ailleurs, Sabrina Agresti-Roubache, nouvelle secrétaire d'État chargée

de la Ville, a tranquillement affirmé : « Condamnation égale expulsion d'un logement social, ça ne me gêne pas. » Au lendemain des émeutes Macron lui-même avait affirmé que les familles devraient « être sanctionnées dès la première connerie ».

Ces assauts de démagogie visent à essayer de

doubler la droite et l'extrême droite sur leur terrain anti-pauvres et profondément réactionnaire, sans, bien entendu, résoudre aucun des problèmes auxquels sont confrontés au quotidien les habitants des quartiers populaires de plus en plus dégradés.

Christian Chavaux

## Rentrée scolaire: **Attal fait diversion**



**Lundi 28 août, Attal, nouveau ministre de l'Éducation nationale, a présenté sa copie. Il a fait de nombreuses promesses, d'autant plus mensongères qu'il n'y a pas de moyens supplémentaires et pas assez d'enseignants.**

À défaut de pouvoir mettre un enseignant dans chaque classe – plus de 3 100 postes ouverts l'an dernier n'ont pas été pourvus –, Attal s'est fendu d'un

« Manifeste pour l'école » rempli de phrases creuses sur la « part de miracle » de l'école, censée « changer la vie des élèves ».

La seule certitude pour

les familles populaires est qu'il n'y aura pas de miracle ! Ainsi, le ministre assure « *engager la bataille pour la reconquête des 15 millions d'heures d'enseignement perdues à cause des non remplacements* ». Avec quelles armes ? Pas celle du recrutement en tout cas ! L'Éducation nationale a supprimé plus de 1 200 postes pour cette rentrée, en particulier dans le primaire.

Alors le nouveau ministre, à l'image de ses prédécesseurs, brode sur l'utilisation des moyens numériques, sur le travail supplémentaire de professeurs volontaires, voire sur les « vacances apprenantes », c'est-à-dire l'ouverture des établissements scolaires pendant les congés, pour accompagner les élèves en grande difficulté. Tous ces bricolages existent déjà en partie et ne fonctionnent pas, faute de véritables moyens, mais qu'importe au ministre, qui veut donner l'illusion d'agir.

Les seules mesures concrètes sont celles qui ne nécessitent pas d'embauches. Macron, par l'intermédiaire d'Attal, a même le culot de présenter comme une avancée le fait de défaire ce qu'il avait lui-même

mis en place, malgré les protestations contre la réforme du bac. Les épreuves des spécialités se feront donc à nouveau en juin et plus en mars.

Le ministre, pas avare de démagogie, a donc annoncé l'interdiction du port de l'abaya, cette longue robe qui dissimule le corps des jeunes filles. Avec cette interdiction, présentée comme une préoccupation laïque, Attal n'a évidemment pas la moindre intention de lutter contre l'obscurantisme

religieux ou l'instrumentalisation du corps des femmes, mais bien de flatter les préjugés islamophobes tout en se donnant des airs d'intransigeance républicaine. Dans un État qui finance à coups de millions d'euros les écoles privées catholiques, cela ne manque pas de sel !

Attal vante son « école de demain », mais ses mensonges d'aujourd'hui sont la marque du mépris éternel des politiciens bourgeois.

**Christian Chavaux**

### **Blabla gouvernemental**

Lors de son interview sur TF1 le 27 août, Attal s'est senti obligé d'évoquer le coût des fournitures scolaires.

« *Je veux qu'on trouve une organisation, où les familles pourront, à travers l'éducation nationale, acheter des fournitures scolaires avec des prix de gros* », a-t-il déclaré. Difficile de faire plus creux ! La FCPE, fédération de parents d'élèves, organise déjà des achats groupés, et ça ne date pas d'hier. Mais les déclarations d'Attal ne visaient pas à aider les familles,

juste à meubler le temps de parole du ministre.

En réalité, même les achats groupés ne suffisent plus. C'est ainsi que, dans le Vaucluse, le Secours populaire organise en ce moment une collecte de fournitures scolaires, en plus des collectes habituelles. Il en va des fournitures scolaires comme de toutes les autres marchandises : le gouvernement fait des discours et les capitalistes empochent les profits.

**Thomas Baumer**

## **Logements étudiants : rares et chers**

**Pour un nombre croissant d'étudiants, la rentrée s'accompagne d'une question angoissante : où dormir ? En effet, se loger dans les grandes villes comme Paris, Lyon, Lille ou Rennes devient un casse-tête de plus en plus compliqué.**

Les places en résidences universitaires sont insuffisantes vu les besoins : 132 000 pour 740 000 demandes et ce n'est pas une nouveauté. Un rapport du Sénat estimait en 2021 qu'il manquait 250 000 logements étudiants. Cela éclaire la déclaration du ministre du Logement qui se félicite qu'il y ait eu 7 000 nouveaux logements étudiants l'an dernier. À ce rythme, même si la population étudiante n'augmentait pas, il faudrait trente-cinq ans pour combler le retard !

Dans ces conditions, de plus en plus d'étudiants recherchent un logement dans le parc privé, ce qui pousse à la hausse des prix des locations, déjà très élevés. De plus, les étudiants doivent attendre de savoir s'ils sont acceptés ou non dans une formation avant de chercher un logement dans la ville où elle se déroule.

Ils se retrouvent donc tous à chercher un logement en même temps et dans un délai très court. Les prix s'envolent donc ainsi que les exigences

des propriétaires. À Paris ou à Brest par exemple, la hausse des loyers sur un an était déjà supérieure à 6 % fin juin.

Les étudiants venant de familles populaires doivent ainsi choisir leurs études en fonction des possibilités de logement. Certains renoncent à étudier à Paris, Lyon ou Lille pour aller vers des villes plus petites, des universités moins prestigieuses. La difficulté est encore accrue pour les étudiants étrangers.

C'est une nouvelle illustration de l'hypocrisie des discours gouvernementaux sur l'importance de la formation ou l'égalité des chances.

**Maurice Adrien**

## **Handicap : exclus de l'école**

« *Trop d'enfants en situation de handicap seront encore privés de rentrée et leurs droits à l'éducation sont bafoués* », a dénoncé le président de l'Unapei, une fédération regroupant des associations de personnes handicapées et leurs familles.

En effet, un quart de ces enfants ne trouvent aucune solution de scolarisation et une moitié ont moins de douze heures de cours par semaine. On est loin de l'« école inclusive » vantée par le gouvernement. D'autant plus que les bouts de scolarité de ces enfants s'effectuent trop souvent dans des classes non adaptées à leurs besoins par manque de professionnels. Leurs familles ne leur trouvent pas de place dans les classes Ulis destinées à accueillir des

élèves handicapés mais trop peu nombreuses, ou dans des Instituts médico-éducatifs, bien que leur dossier de handicap ait été validé par une Maison départementale des personnes handicapées.

Malgré ce constat accablant, la ministre déléguée aux Personnes handicapées, Fadila Khattabi, a déclaré sans rire que « *l'école pour tous est une priorité du gouvernement.* »

Communiquer sur les Jeux paralympiques qui se tiendront à Paris dans exactement un an ne coûte pas grand-chose au gouvernement. Mais donner les moyens pour permettre aux enfants en situation de handicap d'aller tout simplement à l'école n'est pas sa priorité.

**Lucien Déroit**

# Niger: les coups de menton de Macron

**Après avoir demandé le départ des 1 500 soldats français stationnés au Niger avant le 1<sup>er</sup> septembre, les généraux putschistes ont exigé celui de l'ambassadeur français. En réponse, Macron fait le fier à bras: « Les putschistes n'ont pas autorité, malgré les pressions notre ambassadeur restera ! »**

Il faut une sacrée dose de cynisme au chef de l'impérialisme français pour invoquer la légalité et la démocratie afin de justifier le maintien au Niger de ses troupes et de ses diplomates. Au Sahel ou en Afrique de l'Ouest, la seule légalité que reconnaît le gouvernement français, c'est le degré de soutien à ses intérêts. Ainsi, au Tchad voisin, en 2021, Macron avait adoué sans délai le coup d'État de Mahamat Deby pour succéder à son dictateur de père, qualifié alors de « *cher Président, cher Maréchal* ». Du Tchad au Gabon en passant

par le Cameroun, les présidents à vie et les galonnés couverts de sang ont toujours été de grands amis de l'impérialisme français.

Mais justement, au Niger, après le Mali et le Burkina Faso, les putschistes ont fait le choix de s'appuyer sur les sentiments antifrançais d'une partie de la population pour asseoir leur pouvoir. Des décennies de pillage et d'occupations militaires payées par les populations ont nourri cette haine que les militaires putschistes, formés en France ou aux États-Unis, aussi corrompus

que ceux qu'ils ont chassés, tentent d'exploiter.

Les putschistes utilisent aussi les rivalités entre les puissances occidentales et entre les Occidentaux et leurs rivaux russes ou chinois. La guerre en Ukraine et la mise en place d'un vaste système d'alliance pour isoler la Russie ou la Chine exacerbent ces rivalités. Pour mieux justifier la préparation d'une intervention militaire des pays de la Cedeao, les politiciens français prétendent, sans fondement, voir la main de Poutine dans le coup d'État au Niger. Ils poussent chacun des pays voisins à choisir son camp. De leurs côtés, en laissant leurs partisans agiter des drapeaux russes dans les rues de Niamey, les putschistes brandissent la menace de faire appel aux



mercenaires russes de Wagner comme au Mali ou au Burkina.

Mais ce qui suscite, pour reprendre la formule du *Monde*, « une certaine amertume » chez Macron, représentant d'une puissance de seconde zone, c'est que ses alliés européens ou américains ne le suivent pas. Sans surprise, ils défendent les intérêts de leurs propres capitalistes avec chacun leurs propres tactiques pour accéder aux richesses du Sahel. Ainsi, les dirigeants européens, à commencer par l'Allemagne, ne se précipitent pas pour financer une éventuelle intervention militaire de la Cedeao, à laquelle ils n'ont rien à gagner. Quant

aux États-Unis, qui possèdent deux bases militaires au Niger, leur domination s'appuie sur leur puissance économique et le rôle du dollar autant que sur les liens établis avec tel ou tel régime. Ils peuvent s'entendre aussi bien avec les putschistes qu'avec le président Bazoum renversé.

Pendant que les puissances impérialistes observent leur proie en se surveillant mutuellement, pendant que les putschistes cherchent une voie de sortie, les classes populaires du Niger subissent les effets du blocus et des sanctions. Elles n'ont que des coups à attendre des uns et des autres.

**Xavier Lachau**

# Gabon: à l'ombre de la Françafrique

**Depuis le scrutin du 26 août, qui aurait tourné en défaveur du dictateur Bongo, le Gabon vit sous couvre-feu et l'accès à Internet a été coupé. La crise politique a débouché, mercredi 30 août, sur une tentative de coup d'État contre Bongo.**

Ce pays d'Afrique équatoriale peuplé de 2,4 millions d'habitants regorge de richesses, notamment de pétrole et de gaz. Le bois est aussi exploité. Les hydrocarbures sont aux mains des multinationales. Seules les infrastructures liées aux exportations sont modernes. La population gabonaise, dont le tiers vit en dessous du seuil de pauvreté, se débat pour survivre et 40 % des jeunes sont au chômage.

L'État français est intervenu sans discontinuer, y compris militairement, pour défendre les intérêts des entreprises, comme Total-Energies, qui contrôlent l'économie de cette ancienne colonie.

Cette mainmise économique est garantie par le soutien apporté à Omar Bongo, qui a dirigé le Gabon de 1968 jusqu'à sa mort en 2009. Les obsèques de ce dictateur ont eu lieu en présence de

Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy, ainsi que de Loïk Le Floch-Prigent, ancien PDG d'Elf.

Ministre de son père pendant vingt ans, Ali Bongo lui a succédé en muselant toute opposition. Le vernis démocratique des élections gabonaises s'est écaillé un peu plus en 2016, lorsqu'Ali Bongo a assuré sa réélection, probablement frauduleuse, en bombardant le QG de son adversaire, faisant 27 morts à quelques pas du camp de l'armée française, qui n'a pas bronché.

Bien que très diminué depuis quelques années suite à un AVC, Bongo a voulu se faire « élire » à nouveau en 2023. La France le lâchera-t-elle au profit d'un autre pour garder son contrôle sur le Gabon ? Ou bien soutiendra-t-elle encore cette dictature comme elle l'a fait constamment jusque-là ?

Au mois de mars, Macron est venu rendre une visite chaleureuse à Ali Bongo. Au Gabon comme au Sahel, le gouvernement français et ses soldats se préoccupent exclusivement, au nom de la démocratie bien sûr, de défendre les intérêts des grandes entreprises qui pillent le continent.

**Lucien Déroit**

# Migrants: non-assistance à personnes en danger

La semaine dernière, le gouvernement italien a saisi trois navires parce qu'ils étaient allés sauver des migrants. Une loi entrée en vigueur cette année oblige tout navire à regagner un port choisi par les autorités entre deux sauvetages. Si un navire vient à l'aide de personnes en détresse alors qu'il a déjà à son bord des rescapés, il est hors la loi.

Le navire espagnol *Open Arms* était en route vers Carrare, en Toscane, pour débarquer des personnes secourues, lorsqu'il a reçu un appel de détresse auquel les autorités maritimes locales ne semblaient pas répondre. L'*Open Arms* s'est dérouter pour répondre à cet appel malgré les ordres des autorités lui intimant de reprendre son chemin vers Carrare. Il a ensuite recueilli 132 naufragés

supplémentaires. Pendant les deux heures que cette opération lui a prises, « aucun navire des autorités n'est apparu » a déclaré un responsable du navire. Une fois à Carrare, le navire a été arrêté et a reçu une amende de 10 000 euros. Le navire allemand *Sea Eye 4* a lui été saisi dans le port de Salerne, au sud de Naples, avec une amende de 3 000 euros pour « avoir procédé à plus d'une opération de sauvetage ».

Pourquoi ces lois aberrantes et abjectes ? Parce que, si on remplace l'expression « personnes en détresse » par celle de « migrants en détresse », alors ces lois s'intègrent à la démagogie anti-migrants du gouvernement Meloni et plus globalement à toutes les mesures anti-migrants de l'Union européenne.

**Pierre Royan**



Macron et Ali Bongo.

## Russie : un avertissement "explosif"

Deux mois après la rébellion avortée de Prigojine et de ses 20 000 mercenaires de Wagner, lui et ses adjoints ont trouvé la mort dans l'explosion de leur avion. C'est un sanglant avertissement que le Kremlin adresse à tous ceux, dans et autour du pouvoir, qui auraient envie de le contester, et au-delà à toute la population qui a de plus en plus de raisons de montrer son mécontentement.



Le crash de l'avion de Prigojine.

Si les modalités de cet attentat restent obscures, ses raisons sont claires. Poutine ne pouvait laisser en vie le mafieux sanguinaire qui l'avait si bien servi pendant des années, notamment en Syrie, en Afrique et en Ukraine avec sa milice Wagner. Mais ce gangster qu'il avait promu venait, selon les mots du chef du Kremlin, de lui « planter un couteau dans le dos ».

Prigojine a eu beau dire qu'il ne visait que le ministre de la Défense et le chef de l'état-major, pour leur sabotage de « l'opération spéciale » en Ukraine,

c'est Poutine et son pouvoir que défiait sa marche sur Moscou. Et ce qu'elle a étalé au grand jour, ce sont des luttes de clans dans les « structures de forces » (armée, police, services de renseignement...), les piliers du pouvoir de Poutine.

### Une légitimité ébranlée

La rébellion a tourné court. Mais cet été, des limogeages en série dans la haute hiérarchie militaire ont montré que, si Prigojine n'en avait pas reçu un soutien actif, de hauts gradés partageaient ses critiques. Poutine ne pouvait

laisser en vie celui qui avait cristallisé la mise en cause de son autorité, de sa légitimité de chef de la bureaucratie affairiste au pouvoir.

Le porte-parole de Poutine a dénoncé « le mensonge absolu » qui lui attribue ce « tragique accident d'avion ». Comme si, depuis fin 1999 que Poutine siège au Kremlin, il n'y avait pas déjà une longue liste de morts violentes parmi ceux qui se sont mis en travers de sa route ! Depuis la guerre en Ukraine, une quinzaine d'oligarques ont péri dans des conditions plus que suspectes pour avoir, semble-t-il, critiqué cette guerre.

Poutine se montre maintenant dans tout le pays, et plus seulement à la télévision, pour affirmer qu'il reste aux commandes. Mais comme on n'est jamais trop prudent, il vient d'exiger de tous les paramilitaires, car il n'y a pas que ceux de Wagner, qu'ils jurent fidélité et loyauté au pouvoir, et de « suivre strictement les ordres des commandants et des supérieurs » comme le font les hommes de l'armée régulière.

### Une nouvelle mobilisation ?

Ce que vaut cette garantie, l'avenir le dira. En tout cas, ces derniers temps, des soldats ont protesté parce qu'ils n'étaient plus payés, comme à Orenbourg. Et, un comble pour le pouvoir, même des OMON – des CRS mobilisables

d'office, comme tous les policiers – se sont plaints eux aussi de ne pas toucher leur solde.

Cela ne fait pas les affaires de l'état-major quand des rumeurs annoncent une prochaine nouvelle mobilisation de 400 000 hommes. L'armée a carte blanche pour écumer les centres de détention, comme Prigojine l'avait fait, et pour mobiliser des travailleurs venus d'ex-républiques soviétiques ayant obtenu la nationalité russe.

Mais cela ne suffira pas. Dans la grande ville de l'automobile, Togliatti, il était prévu de trouver 2 000 de ces « volontaires ». Il n'y en a eu que 250, malgré la promesse d'un bon salaire et d'une formation de trois mois avant l'envoi au front !

En Russie, comme d'ailleurs en Ukraine, la guerre ne fait pas ou plus recette. Et d'abord parce que ses effets, outre toujours plus de blessés et de tués, s'aggravent sur la population.

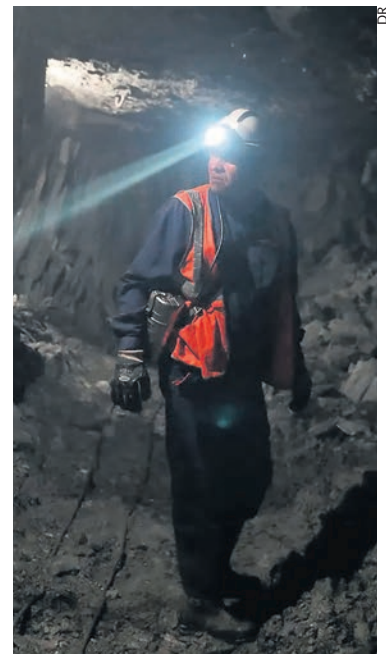
### Un mécontentement social latent

Ici ou là, des grèves éclatent pour des salaires impayés depuis des mois, des manifestations ont lieu contre des coupures d'électricité comme au Daghestan à la mi-août. Et partout l'inflation s'emballé, car la fuite de capitaux excède ce que le commerce extérieur rapporte en devises.

Le 15 août, la banque centrale a porté son taux directeur à 12,5 % pour tenter d'enrayer la chute du rouble qui, depuis janvier, frise 25 %. Les prix s'envolent. L'institut russe des statistiques vient de relever qu'en 2022 la consommation alimentaire des jeunes familles a baissé en volume de 8 à 22 %, mais augmenté en coût de 5,4 %, pour représenter 29,3 % de leur budget.

Tout cela pourrait accroître les raisons que la population laborieuse a de demander des comptes au régime, celui de ses oppresseurs et exploités.

Pierre Laffitte



Dans l'Oural, grève en juin dans une mine d'émeraudes.

## Grèce : des milliards pour la guerre, pas pour la population

Depuis le mois de juillet, les incendies continuent leurs destructions. En juillet, cinq personnes ont trouvé la mort dans l'île de Rhodes et près de 30 000, une majorité de touristes, ont dû être évacués. En août dans le nord-est du pays, en deux jours les incendies ont fait vingt morts, en majorité des migrants piégés dans les bois.

Cela fait plusieurs années que les économies faites à la suite de la crise de 2008 ont des conséquences dramatiques.

Pour la prévention et la lutte contre les incendies, c'est catastrophique. Ainsi, les lances des camions-citernes ne sont pas adaptées aux robinets. Le journal de gauche *I Avgi* affirme que « 85 % des 3 500 camions de pompiers ont plus de 10 ans » et que « 4 500 postes de pompiers sont vacants ». Le même journal a mis en cause, lors de la mort

des deux pilotes d'un Canadair, les « avions vieillissants, [et les] journées exténuantes ». On voit à côté de chaque pompier dix, vingt volontaires. Les habitants essaient d'éteindre les feux avec des branchages, des seaux, des tuyaux d'arrosage. Tous prennent des initiatives pour sauver les maisons des voisins, les troupeaux, avec peu de moyens.

Tout près de la frontière entre la Grèce et la Turquie, les autorités ont fait appel aux agriculteurs pour labourer le sol avec leurs tracteurs,



Athènes, le 24 août. Sur la banderole, à propos des trois catastrophes : "les mêmes assassins !"

et creuser des tranchées pour ralentir l'incendie.

« La Grèce est en guerre contre les incendies », a déclaré le 24 juillet le Premier ministre Mitsotákis. Mais le gouvernement grec a choisi en 2022 de consacrer plus de 5,5 milliards d'euros à l'achat

d'engins de guerre : trois frégates fabriquées par Naval Group et vingt-quatre Rafale.

Jeudi 24 août, des centaines de manifestants se sont rassemblés devant le Parlement pour réclamer « de l'argent pour la protection contre les incendies », exiger

le recrutement de pompiers et rappeler par la même occasion la responsabilité du gouvernement dans les catastrophes récentes : la collision ferroviaire de Tempi et la mort de 500 migrants abandonnés en mer à Pylos.

Irène Costa

## Réforme des retraites : toujours inacceptable !

Le gouvernement a égrené tout au long de l'été les décrets d'application de la réforme des retraites, qui devrait ainsi s'appliquer à compter du 1<sup>er</sup> septembre.

Dès juin paraissaient les premiers décrets, notamment celui qui porte progressivement l'âge de départ à 64 ans, y compris pour les travailleurs



bénéficiant d'une dérogation. Fin juillet, cinq décrets mettaient fin aux prétendus régimes spéciaux pour les nouveaux embauchés de la RATP, des Industries électrique et gazière, pour les clercs et employés des notaires et de la Banque de France. En août, une nouvelle salve a ciblé, entre autres, les petites pensions, qui pourraient n'être augmentées, sous de multiples conditions, que de quelques dizaines d'euros, alors que l'inflation les écrase. Le cumul emploi-retraite permettrait même désormais aux vieux travailleurs obligés de reprendre un emploi de prétendre à une deuxième pension de retraite, là aussi

sous bien des conditions, et sans que celle-ci dépasse 183 euros brut mensuels. Un luxe ! Pourtant, Dussopt, le ministre du Travail, ose se féliciter de ces décrets et déclare ses services prêts à les appliquer.

Interviewé par France Inter, le directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse se prétend lui aussi serein quoi qu'en pensent les employés de la Caisse, de moins en moins

nombreux. Selon lui, la CNAV aura moins de travail car 40% des futurs retraités partiront avant l'âge légal. Il est vrai que beaucoup seront trop épuisés pour aller au-delà, même si cela signifie une retraite amputée.

Cette réforme inique s'inscrit dans une offensive générale contre le monde du travail. Les travailleurs doivent s'organiser pour y riposter.

Viviane Lafont

## L'Île-Saint-Denis : "Les gens avant les JO!"

Depuis l'incendie meurtrier du samedi 19 août, qui a fait trois morts, se pose le problème du relogement de 46 familles de la tour.

Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre, les habitants sont logés dans des hôtels, aux frais de l'office HLM, ou chez des proches. Ils ont eu accès à leur logement pour récupérer quelques affaires. Les appartements des cinq derniers étages, du 8<sup>e</sup> au 12<sup>e</sup>, sont détruits ou nécessitent de gros travaux. Jusqu'au 7<sup>e</sup> étage, les logements sont intacts. L'office HLM assure avoir nettoyé et sécurisé le bas de la tour, en ce qui concerne l'électricité, l'eau et le gaz, pour permettre à leurs occupants d'y retourner le plus rapidement possible. Mais la plupart des habitants préfèrent, eux aussi, être relogés ailleurs après

avoir vécu deux incendies en deux ans, sans parler des ascenseurs hors service.

La solidarité des habitants et de la municipalité est grande. Des salles municipales sont ouvertes aux sinistrés, des repas préparés par des associations locales, des collectes de vêtements organisées. Une cagnotte en ligne a permis de récolter plus de 6000 euros. La mairie a organisé un hommage aux victimes qui a réuni des centaines de personnes. Elle a aussi créé un fonds d'urgence de 50 000 euros et ouvert le centre de loisirs gratuitement aux enfants de la tour.

L'office HLM Seine-Saint-

Denis Habitat, le plus grand du département, affirme ne pas disposer de beaucoup de grands logements, F4 ou F5, à proximité. Quelques propositions de relogement ont été faites, souvent refusées par les sinistrés car trop éloignées ou situées dans des grandes cités du département. L'office HLM a réuni une fois les habitants, qui ont exprimé leur colère sur la vétusté de la tour, probablement à l'origine de l'incendie. Depuis, il se contente de faire pression individuellement sur les familles, pour qu'elles acceptent ses propositions et menace de ne plus payer l'hôtel après le 1<sup>er</sup> septembre. Les habitants ont du mal à croire qu'il n'y a pas de logements à proximité. Dans la commune elle-même, 300 logements viennent d'être construits, mais ils font partie du village olympique, destiné à accueillir les athlètes.

Face à ce mépris, les habitants se sont organisés en collectif. Ils se réunissent quotidiennement, avec l'aide du DAL (Droit au logement). En réponse au maire, qui dit souvent « *Les gens avant l'argent* », ils ont écrit sur la banderole du collectif « *Les gens avant les JO* ». Ils savent pouvoir compter sur le soutien des autres habitants de la ville.

Correspondant LO



Hommage aux victimes de l'incendie.

## Faillites : le capital ruine la société

Mois après mois, le nombre d'entreprises en faillite augmente. Au deuxième trimestre de cette année, plus de 13 000 entreprises d'au moins deux salariés ont mis la clé sous la porte. C'est le chiffre le plus important depuis 2016.

Les médias ont parlé du « chômage des patrons » et en ont profité pour déverser une propagande anti-ouvrière. Ils cherchent à faire passer les salariés pour des privilégiés touchant des indemnités chômage alors que les patrons n'auraient droit à rien.

En réalité, la faillite des plus petits patrons montre surtout que leur sort est semblable à celui de travailleurs qui perdent leur emploi, et dont beaucoup n'ont pas droit non plus aux indemnités chômage parce qu'ils n'ont pas assez cotisé, ou n'y ont droit que quelques mois avant de se retrouver au RSA. Cette propagande vise à tourner la colère de ces artisans et commerçants ruinés contre les salariés, alors que les vrais responsables de leur situation sont de grands groupes capitalistes : les banques auprès desquelles ils sont endettés, leurs fournisseurs d'énergie ou de matière première qui ont fait exploser leurs tarifs, sans oublier les donneurs d'ordres, qui dictent leurs prix aux petits sous-traitants.

Par ailleurs, les travailleurs sont nombreux à être touchés par ces faillites. Selon une étude récente, le nombre de suppressions d'emplois que ces faillites vont entraîner sera le plus important depuis dix ans.

Car, en plus de milliers de petites entreprises, les faillites concernent aussi des entreprises de taille importante, employant des dizaines, voire des centaines de travailleurs.

Cette évolution montre l'aggravation de la crise, dans le secteur du prêt-à-porter, dont de nombreuses enseignes ont disparu, ainsi que dans la restauration et l'hôtellerie, ou encore le bâtiment. Une des causes de cette aggravation est l'appauvrissement de la population, notamment depuis un an et demi à cause de l'inflation. Et cela prouve, par la négative, que l'augmentation des salaires et des pensions ne mettrait pas à mal les plus petites entreprises. Cela leur apporterait au contraire une clientèle, essentielle au petit commerce.

Face à la crise, la propagande patronale vise à dresser les petits-bourgeois appauvris contre les travailleurs. La réponse ouvrière est de mettre en avant les revendications nécessaires à la survie des travailleurs : un travail et un salaire qui permette de vivre et le contrôle des comptes des entreprises par les travailleurs, pour contester à la bourgeoisie sa direction sur l'économie.

Pierre Royan



## Martinique : jeunes en colère

Dans la nuit du vendredi 25 août, des échauffourées ont eu lieu entre jeunes et forces de police dans certains quartiers de Fort-de-France en Martinique.

Une dizaine de voitures et des poubelles ont été brûlées sur le boulevard Maurice-Bishop, à l'entrée de la ville.

Les incidents ont commencé suite à un rassemblement d'un petit groupe de jeunes et d'activistes nationalistes devant la préfecture en fin d'après-midi. Ils entendaient dénoncer l'inaction de l'État et des élus face à la délinquance et à la criminalité récurrente dans les quartiers populaires. Les deux homicides crapuleux perpétrés durant le mois d'août en sont

la dernière manifestation. Le rassemblement a vite dégénéré. Les jeunes ont été refoulés par la police. Jets de pierres et grenades lacrymogènes s'en sont suivis. Ces jeunes en colère se sont trouvés face à la police et au RAID. Cette unité spéciale a été dépêchée en Martinique prétendument pour faire face aux trafiquants de drogues et d'armes à feu.

Les manifestants ont dénoncé les agissements de la police en s'adressant aux personnes assistant à une manifestation culturelle non loin, sur la place de la

Savane. Plus tard dans la soirée, certains d'entre eux ont mis le feu à des poubelles et brûlé des voitures aux carrefours de l'avenue Maurice-Bishop. On a entendu des tirs à balles réelles. Une station-service du boulevard a été pillée. Durant la même nuit d'autres incidents ont eu lieu. Des poubelles ont été brûlées à l'entrée de la cité populaire de Langelier à Fort-de-France. Un magasin de motos a été dévalisé au Lamentin.

Malgré leur soudaineté, de tels incidents n'interviennent pas comme un éclair dans un ciel serein. Ces derniers mois, la situation des travailleurs et



Dans le quartier de Sainte-Thérèse à Fort-de-France.

des familles populaires se dégrade à grande vitesse. L'augmentation importante des prix, notamment de l'alimentation, des carburants et de l'énergie, est devenue insupportable. La jeunesse en paie le prix fort. Au chômage endémique s'ajoutent les boulots précaires, les stages bidon et humiliants. À cela viennent s'ajouter la consommation et le trafic de la drogue,

ainsi que la circulation des armes lourdes, qui se renforce dans certains milieux.

Face à cette situation, les élus locaux sont impuissants. Ils semblent bien plus préoccupés par les prochaines élections sénatoriales. Dans ce contexte, de telles expressions de colère ne sont donc pas surprenantes.

Marianne Tibus

## Mayotte : crise de l'eau et mépris de l'État



La crise de l'eau s'approfondit à Mayotte. 30% de la population, entassée dans les bidonvilles, vit déjà sans eau courante, obligée d'aller quotidiennement à la fontaine payante ou à la rivière.

Depuis plus d'un mois, le reste des habitants est aussi privé d'eau courante plusieurs heures par jour.

Cela va encore empirer : à partir du 4 septembre, l'eau sera coupée deux jours sur trois, voire cinq jours sur sept dans certaines communes. Alors que c'est la rentrée des classes, et que les écoles sont aussi concernées par ces coupures, le rectorat a annoncé pour seule mesure qu'il fournirait une gourde à chaque enfant ! Reste à savoir où ils pourront la remplir...

Une fois rétablie, l'eau n'est pas potable pendant plusieurs heures. C'est la même chose pour l'eau stockée dans des cuves, seule solution à l'heure actuelle. Les maladies commencent à se multiplier. Et il n'y a

même pas de distribution de bouteilles d'eau ! Les 6 euros que coûte un pack d'eau représentent une somme pharaonique pour bien des familles, les trois quarts de la population vivant sous le seuil de pauvreté. Le quotidien est désormais invivable pour les classes populaires, laissées sans solution.

La semaine dernière, le ministre des Outre-mer a annoncé qu'un osmoseur, appareil permettant de dessaler de l'eau de mer, serait opérationnel « avant la fin de l'année ». Non seulement la production attendue est très faible au vu des besoins, mais les travailleurs de l'île ont l'habitude de ces promesses en l'air. Ainsi, l'usine de dessalement existante ne produit qu'un quart du

volume promis lors de sa rénovation en 2018 car les analyses préalables d'eau de mer n'avaient pas été effectuées correctement. La seule chose que l'usine, aux mains de Vinci construction, filiale du groupe multimilliardaire, a réussi à pomper efficacement, ce sont les subventions publiques. Qu'est-ce que Vinci construction en a fait ? Une seule certitude : il n'a ni rénové l'usine ni entretenu le réseau pour empêcher qu'un tiers du volume d'eau potable s'échappe sous forme de fuites.

Les investissements n'ont jamais été suffisants pour répondre véritablement aux besoins en eau de l'île. Par contre l'État trouve de l'argent pour financer l'opération de répression Wuambushu, qui s'en prend aux plus pauvres en détruisant leurs logements. Et pas question que les policiers venus faire la chasse à l'homme aient soif. Pour eux, l'État avait fait venir spécialement des unités de dessalement, qu'il s'est empressé de ramener en métropole fin juin, alors qu'elles auraient pu servir pour une partie des habitants. Ceux-ci vivent aujourd'hui une crise de l'eau qui n'est pas tant liée à la sécheresse qu'au profond mépris de l'État français pour leur sort.

Pierre Delage

## La Réunion : l'école au rabais

À La Réunion, où la rentrée a eu lieu le 16 août le ministre de l'Éducation a testé sa communication de rentrée.

Les syndicats d'enseignants et les organisations de parents d'élèves avaient déclaré qu'« ils en avaient assez des belles paroles » et qu'ils voulaient « des actes maintenant » sur les vrais problèmes, tels que la rénovation des écoles délabrées et le nombre trop important d'élèves par classe.

Attal n'avait rien à leur répondre, pas plus que sur le manque d'enseignants, d'infirmières et sur la nécessaire amélioration des salaires et des statuts des précaires. En revanche, il s'est largement vanté de la création de 180 postes d'accompagnants en réponse aux besoins des 8000 élèves en situation de handicap !

Non content d'être mauvais en calcul, Attal l'a aussi été en géographie lors de son intervention sur les difficultés créées selon lui par l'immigration mahoraise dans les écoles. Repris à la volée par des élus lui rappelant que les Mahorais sont citoyens français, il a dû s'excuser.

Attal était accompagné par Prisca Thévenot, la secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et du Service national universel. Paradant aux côtés des militaires dans les locaux du RSMA (Régiment du service militaire

adapté de La Réunion), elle prétend apporter une solution aux jeunes réunionnais de moins de 29 ans, dont un quart ne sont, à l'issue de leur passage sur les bancs de l'école, ni en étude, ni en formation, ni en emploi. « Ici, on apprend à devenir ! », leur dit-elle. Et, toute honte bue devant la faillite de l'Éducation nationale, elle s'extasie sur les bienfaits de l'encadrement militaire de la jeunesse : « Le taux d'illettrisme au début est de 30% et parmi ceux-là on voit que 80% à la fin de leur séjour peuvent s'insérer professionnellement. » Et de conclure : « Le RSMA est une fierté réunionnaise et une ambition pour la nation. »

Le gouvernement n'a pas de moyens pour l'école mais veut préparer la jeunesse à marcher au pas pour un avenir au son du canon.

Charlotte Dauphin



## Medef: le patronat pleure la bouche pleine

Pour donner le ton de sa rentrée, le nouveau président du Medef, Patrick Martin, a lancé une campagne accusant le gouvernement de ne pas tenir ses promesses de réduction des impôts pour les entreprises. Il ne digère pas l'échelonnement jusqu'en 2027 des dernières baisses promises.

Après avoir supprimé 10 milliards d'euros d'impôts dits de production, soit 10 % des taxes payées par l'ensemble des entreprises, au cours de son premier

mandat, Macron avait promis aux patrons de leur offrir encore 8 milliards de ristourne.

Il s'est exécuté sans délai pour la moitié du montant

## Au nom du pèse, du fric et du saint profit

Tout va tellement bien pour le grand patronat, réuni par le Medef en université d'été alors que la population travailleuse se serre la ceinture, que cela frise l'indécence. Le soutien proclamé de Macron, Borne et autres ministres n'a rien pour arranger les choses, au contraire.

Le Medef a donc fait appel à une autorité morale qu'il juge incontestable, celle du pape. Et François d'envoyer un message où il qualifie les patrons de sel

de la terre, bienfaiteurs de leurs ouvriers, véritables créateurs des richesses, dépositaires du bien commun, etc. Le saint homme ajoute toutefois que le patronat doit se garder de sombrer dans le capitalisme, la rente et la spéculation, activités sataniques et menées hérétiques.

Macron pour les biens terrestres, François pour la morale céleste, ceinture et bretelles, le patronat est paré de tous côtés.

P. G.

## Taxe foncière: toute la population paye

Les montants des impôts fonciers envoyés aux contribuables à partir de cette fin août seront en hausse de 9 à 10 % en moyenne d'après l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI).

Cette taxe alimente les finances des collectivités locales: commune, communauté de communes, département et région. Elle n'est due que par les propriétaires, soit 58 % des ménages, mais bien des locataires, sur qui elle sera répercutée, en feront aussi les frais. Calculée sur la base des valeurs locatives cadastrales, qui sont indexées sur l'inflation, elle augmente donc au minimum, quelle que soit la commune ou la surface du logement, de 7,1 %.

Mais il y a des différences considérables suivant les communes, car chacune peut décider d'une augmentation supplémentaire. En 2023 une ville sur cinq a décidé d'une telle augmentation: Grenoble avec +25 %,

Cergy-Pontoise +26 %, tandis que Paris culmine à +52 %. Les communes ont en effet à faire face à une forte hausse de leurs dépenses d'énergie, parfois multipliées par cinq ou six sur l'année. Dans le même temps, elles ont subi la baisse des dotations de l'État.

La Première ministre, Elisabeth Borne, a prétendu, mercredi 23 août: «Ce n'est pas la philosophie du gouvernement d'augmenter les impôts des ménages.» Mais c'est bien hypocrite car, en réduisant le financement des communes, son gouvernement les contraint à le faire ou à réduire leurs dépenses. Dans les deux cas, la population en paie les conséquences!

Frédéric Gesrol

et devait achever le cadeau en 2024. Mais, au moment où la dette publique dépasse les 3 000 milliards d'euros, où le gouvernement serre la ceinture de la population, dérembourse des médicaments, laisse les communes augmenter la taxe foncière, il a décidé d'étaler ce cadeau jusqu'à la fin de son deuxième mandat.

Cette annonce a déclenché la fureur du dirigeant du Medef, qui a dénoncé «l'incertitude fiscale ennemie des entreprises» et s'est plaint que «les entreprises françaises soient les plus taxées au monde».

Cet héritier d'une des 500 plus grandes fortunes françaises, porte-parole des capitalistes français riches à milliards, est prêt à proférer les mensonges les plus grossiers pour défendre l'os



de sa classe. Même l'éditorialiste du journal *Les Echos* s'est senti obligé d'écrire que «le patronat a mauvaise grâce à en faire trop dans la plainte». Il rappelle que, depuis 2017, l'impôt sur les bénéficiaires a été abaissé de 33,3 % à 25 %, sans compter toutes les formes d'exonérations dont le patronat bénéficie par ailleurs.

Les impôts de production ont été fortement réduits, tout comme le prélèvement sur les revenus des capitaux. Au total, en six ans, Macron a supprimé plus de 30 milliards d'euros d'impôts au patronat! Il fait son travail de serviteur du capital avec zèle et enthousiasme. Mais les bourgeois ne témoignent

jamais de reconnaissance et en demandent toujours plus.

Face aux exigences patronales, Macron n'a pas fait donner sa police ni ses LBD. Il a dépêché sa Première ministre à l'hippodrome de Longchamp, où se tient l'université d'été du Medef. Elle y a fait des déclarations d'amour au patronat, entendant «les inquiétudes» et qualifiant sa politique de «pro-business». Macron lui-même avait enregistré une vidéo qui a été diffusée devant ce public patronal. Mais Patrick Martin est resté «sur sa faim». Elle est dure la vie d'un serviteur du capital!

Xavier Lachau

## Notre camarade Maurice Chaynes

Notre camarade Maurice Chaynes, que nous appelions Chagos, est décédé le 20 août, après plus de deux ans de combat contre le cancer. Il avait 76 ans.

C'est au début des années soixante-dix qu'il avait rencontré des camarades au cours d'une caravane de Lutte ouvrière. Depuis, il n'avait jamais cessé de militer avec nous pour la construction d'un parti révolutionnaire.

Cadre à France Télécom Montpellier, il y défendait inlassablement les idées révolutionnaires, toujours muni de journaux et de livres à prêter. Il y a assuré pendant cette cinquantaine d'années la parution d'un bulletin Lutte ouvrière, en collaboration avec des collègues pour en parler, le rédiger, le distribuer. C'est encore avec sa participation que la parution a eu lieu en juillet.

Militant de la première heure à la CGT de l'entreprise, Maurice en avait été exclu sous Mitterrand: il avait voulu qu'elle s'oppose au blocage des salaires décidé en 1982 par ce gouvernement dit de gauche, que la direction

du syndicat continuait malgré tout de cautionner. Il n'y fut réintégré que quelques années plus tard.

Maurice a été de tous les mouvements, toujours présent pour aider les travailleurs à s'organiser et à se défendre. Vers 2009-2010 notamment, la direction utilisa les moyens les plus odieux pour faire partir les salariés sans même devoir payer des indemnités de licenciement, causant même de nombreux suicides. Maurice, avec la ténacité qui le caractérisait, fit tout pour que les travailleurs ne se laissent pas démoraliser et choisissent de riposter. Cela lui valut d'être «placardisé» par la direction.

En 2005, lorsque la ville de Montpellier décida de détruire la tour Catalogne à La Paillade, Maurice était également présent pour aider les locataires menacés d'expulsion à s'organiser, à se battre pour être relogés dignement. Il tint bon



jusqu'à ce que le dernier locataire le soit bel et bien. Nous l'avons vu aussi plus récemment, discutant lors des manifestations des gilets jaunes, réussissant à en influencer.

Maurice était notre porte-parole à Montpellier, candidat de Lutte ouvrière dans toutes les élections où nous étions présents. Il aura été avec nous jusqu'à son dernier souffle et c'est avec une grande tristesse que nous le perdons.

Il nous reste les nombreuses graines qu'il a semé et aussi le souvenir des «brazoucades», ces sorties à la plage qu'il organisait avec les salariés et leurs familles et qui étaient avec lui des moments pleins de gaieté.

# Groupement hospitalier Est - Bron : gel des emplois et canicule

La direction des Hospices civils de Lyon (HCL) a fermé pour l'été 1 300 lits sur 4 300. C'est du jamais vu.

Elle a justifié ces fermetures sous le prétexte de congés. Mais ce qu'elle ne dit pas, c'est qu'il manque tellement de personnel médical et paramédical tout au long de l'année que les fermetures ont commencé bien avant les congés. Alors, pendant l'été, la situation n'a fait qu'empirer.

Par exemple, au Groupement hospitalier Est (GHE), qui regroupe la neurologie, la pédiatrie, la gynécologie et la cardiologie, des services de l'hôpital neurologique étaient fermés avant

l'été faute de personnel et des patients renvoyés chez eux en hospitalisation à domicile. 87 lits supplémentaires ont fermé tout l'été, ainsi qu'un service de réanimation pour la première fois au mois d'août. Les malades ont été regroupés dans d'autres services, mélangés à d'autres pathologies, ce qui aggrave les conditions de travail.

Plus de la moitié des salles des blocs opératoires de gynécologie, pédiatrie et neurologie sont à l'arrêt. La direction oblige les agents



à tourner sur tous les blocs après une formation rapide.

Des services de jour sont fermés pour pallier les manques. Aux urgences pédiatriques, les jours surchargés, alors qu'il n'y a pas de renfort, il faut courir dans tout l'hôpital pour trouver des brancards.

La canicule a empiré les choses. Bien des services, même récemment rénovés, ne sont pas entièrement climatisés. Le bricolage avec des climatiseurs

et des ventilateurs n'a fait que brasser l'air chaud. Un patient de cardiologie s'est exclamé : « Ce n'est pas bon signe ! », en voyant un ventilateur sur sa table de nuit.

Le 24 août, il faisait 41,4°C dans la galerie qui relie l'hôpital neurologique au cardiologique. Dans ces conditions, brancarder les patients, c'était comme être dans un four... Le seul endroit vraiment rafraîchi était le funérarium ! La direction a bien tenté une

opération de séduction en offrant, au self, des glaces à l'italienne. « Les glaces on s'en fout, c'est la clim qu'il nous faut », fut la réponse de certains présents.

La dégradation des conditions de travail et de la prise en charge des patients s'est très clairement accélérée cet été.

Mais, sur le fond, elle résulte des restrictions budgétaires imposées depuis des décennies.

Correspondant LO

## RATP : les agents de station attaqués par la direction

Pendant que la RATP soigne sa communication à l'approche de la Coupe du monde de rugby, les agents de station se préparent à accueillir les milliers de touristes supplémentaires dans des conditions de travail dégradées, avec des effectifs insuffisants.

La RATP se plaint d'avoir du mal à recruter, mais ce n'est guère étonnant : pour un salaire à peine au-dessus du smic, les candidats ne se bousculent pas pour travailler les week-ends et les jours fériés, à partir de

5 heures ou jusqu'à 2 heures du matin. D'ailleurs, nombreux sont les embauchés qui quittent l'entreprise au bout de quelques mois, écœurés par la pression des chefs ou parce qu'ils ont trouvé mieux ailleurs.

D'autant que les conditions de travail continuent de se dégrader : la direction a fait passer avant l'été un protocole qui lui permet plus facilement de déplacer les agents au gré de ses besoins. Ainsi, en cas de « situation exceptionnelle », un agent pourrait être envoyé n'importe où sur le réseau, dans un secteur qu'il ne connaît pas, alors que les salariés ont parfois déjà

bien du mal à organiser leur vie de famille avec les horaires atypiques et les repos décalés.

Dans ce contexte, la décision de la RATP d'attribuer une prime « Coupe du monde » plus basse en station qu'à la conduite, qui plus est assortie de conditions de présentisme et de volontariat draconiennes, choque largement les agents. Ils y voient à juste

titre une marque de mépris de la direction, et c'est aussi une tentative de diviser les salariés.

Au début de l'année, après plusieurs journées de grève bien suivies, la direction a durci les conditions d'entrée en grève des agents de station. En montrant ainsi sa crainte d'une mobilisation, elle montre aussi la voie à suivre.

Correspondant LO

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)



À Pékin, la foire au job.

## Chine : entre guerre commerciale et crise immobilière

**Lundi 28 août, le promoteur immobilier Evergrande, dont la cotation en Bourse était suspendue depuis 2021, a vu le cours de son action chuter de 90 % à Hong Kong. Evergrande a annoncé une perte de 4,5 milliards de dollars au premier semestre 2023.**

La crise de l'immobilier, démarrée en Chine il y a deux ans, alimente l'inquiétude des tous les capitalistes de la planète.

Elle est la conséquence de la spéculation effrénée qui s'est largement développée après la crise de 2008, quand l'État chinois, comme tous les États du monde, a relancé son économie à coups de centaines de milliards. Pour financer leurs projets de construction, les promoteurs et les gouvernements provinciaux s'endettaient toujours davantage.

Tout cela a fonctionné tant que le marché était en expansion et que les prix montaient. Avec le retournement du marché, de nombreux promoteurs se sont retrouvés dans l'incapacité de rembourser leurs créanciers et de finir les constructions. Parmi eux, Evergrande, dont dépendaient, il y a deux ans, plus de trois millions de travailleurs, avait accumulé 300 milliards d'euros de dette. Aujourd'hui, c'est Country Garden, un autre géant de l'immobilier, qui semble suivre la même voie.

La crise s'étend au secteur financier, rongé lui aussi de dettes : en août, Zhongrong, l'une des plus grandes banques de Chine impliquée dans le financement de l'immobilier, a été

dans l'incapacité de payer à ses clients les revenus de douzaines de produits financiers.

La crise du secteur immobilier n'est que la partie visible d'une économie qui s'enfonce dans le marasme. Après le Covid, l'économie n'a pas redémarré. En raison de la stagnation des économies européennes depuis le début de la guerre en Ukraine et de la guerre commerciale que lui livrent les États-Unis, la Chine, « atelier du monde », a du mal à exporter. Depuis 2018, de nombreux produits chinois sont taxés par les États-Unis de droits de douane de plus de 15 %, d'autres sont interdits à la vente sur le sol américain. La Chine n'a plus accès aux technologies les plus avancées et une partie de l'industrie s'est délocalisée vers les pays voisins, au Vietnam et à Taïwan entre autres.

Les travailleurs chinois payent le prix fort de cette crise. Selon les statistiques officielles, le chômage des jeunes urbains a atteint des records, 21 % en juin, au point que l'État chinois a décidé de ne plus publier cette statistique. Mais ce chiffre officiel ne prend pas en compte les centaines de millions de migrants de l'intérieur, les *mingongs*, dont une partie n'a trouvé comme

solution que de quitter les grandes zones industrielles où ils ne trouvent plus d'emploi. La consommation intérieure est en baisse provoquant une chute des prix qui met en difficulté le reste de l'économie.

En s'appuyant sur une montagne de dettes, sur la spoliation des terres des paysans et sur l'exploitation de dizaines de millions de travailleurs, la construction immobilière a largement contribué à l'émergence d'une riche bourgeoisie chinoise. Mais elle a aussi permis à la bourgeoisie occidentale de retrouver des couleurs dans les années 2010, quand la Chine était l'eldorado où tout capitaliste devait investir pour profiter de la manne chinoise.

Aujourd'hui, les dirigeants occidentaux s'inquiètent de voir l'économie chinoise entrer dans une crise qui pourrait les atteindre. Biden a ainsi déclaré que l'économie chinoise est une « bombe à retardement », en fait une bombe que les États-Unis contribuent à fabriquer en menant leur guerre économique... Et quand Biden ajoute que « quand les personnes mauvaises ont des problèmes, elles font des mauvaises choses », c'est pour mieux justifier l'agressivité de l'impérialisme américain envers son concurrent chinois, qu'il a décidé de brider, et contre lequel il se prépare à la guerre, la vraie.

Serge Benham

## Climat : quels moyens devant la catastrophe ?

**Devant l'accumulation des catastrophes climatiques, incendies géants au Canada, à Hawaï, en Grèce et dans tout le bassin méditerranéen, inondations terrifiantes de l'Asie à la Californie, pics de chaleur inédits un peu partout, l'évidence du changement climatique s'impose.**

Comme s'imposent l'évidence de sa cause principale, l'activité industrielle et commerciale incontrôlée, et la gravité de ses conséquences pour l'humanité tout entière.

Les quelques centaines de grandes entreprises qui dominent l'industrie, l'agriculture, les transports et le commerce et les quelques milliers de familles qui les détiennent sont les premières responsables de cette catastrophe car elles sont les héritières et les bénéficiaires de l'organisation sociale qui en est la cause. Elles ne tolèrent pourtant que des changements marginaux dans leurs activités et encore, à condition que les frais en soient assumés par la collectivité et que cela conduise à une augmentation de leurs bénéfices.

Par exemple, les armateurs veulent bien être aidés pour changer de carburant, mais personne, et surtout pas eux, ne se pose la question de l'utilité sociale de transporter autour de la terre des centaines de millions de conteneurs. De même, les capitalistes de l'automobile acceptent d'être payés pour passer à l'électrique, sans aucune garantie sur le climat d'ailleurs, alors que c'est évidemment l'idée même du transport individuel généralisé qui est aberrante. Quant aux groupes pétroliers et gaziers, ils acceptent

d'une main les subventions aux énergies renouvelables en continuant de l'autre à forer partout où ils sentent l'odeur du dollar.

Après 28 COP (Conférence internationale de lutte contre le dérèglement climatique) ayant accouché de 28 souriceaux mort-nés, la prétendue communauté internationale a montré son incapacité totale à combattre le changement climatique. Quant aux gouvernements, aux appareils d'État des pays riches, quelle que soit leur nuance politique, ils ne font et ne feront rien contre les intérêts de firmes capitalistes avec lesquelles, chacun dans son pays, ils sont étroitement liés.

De Biden à Macron, la défense de la planète consiste en un catalogue de mesures ridicules, d'impôts supplémentaires pour les travailleurs et de subventions nouvelles pour le patronat. Ce n'est pas par incapacité politique, car ils sont tout à fait capables de volonté lorsqu'il s'agit de trouver des centaines de milliards pour les budgets militaires, de faire la guerre ou d'imposer leurs lois aux pauvres. C'est par incapacité sociale, car tenter d'enrayer la crise climatique ne peut se faire que contre le capital, contre son organisation sociale et donc contre la classe dominante, en chair et en os.

Paul Galois

